



**MAITRE D'OUVRAGE**

**CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX**  
Hôtel de Sully - 62 Rue Saint-Antoine  
75186 PARIS CEDEX 04

## **AIGUES-MORTES**

### **TOURS ET REMPARTS D'AIGUES-MORTES**

MONUMENT HISTORIQUE CLASSÉ APPARTENANT A L'ÉTAT

-----

### **RENOVATION DE LA COUR D'ENTREE DU LOGIS DU GOUVERNEUR**

## **MARCHES DE TRAVAUX – n°25-190-45\_46\_47**

-----

### **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

#### **PROCEDURE DE PASSATION :**

Marché passé en procédure adaptée, en application des articles R. 2123-1, 1°, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.

#### **POUVOIR ADJUDICATEUR :**

Centre des Monuments Nationaux – Hôtel de Sully, 62 rue Saint-Antoine, 75186 Paris Cedex 04, représenté par Madame **Marie Lavandier**, agissant en qualité de Présidente du Centre des monuments nationaux.

#### **SERVICE GESTIONNAIRE DU MARCHE :**

Direction de la Conservation des Monuments et des Collections – Pôle opérationnel Sud.

#### **MAITRE D'ŒUVRE :**

ATELIER **VECTEUR** – 15 rue de la Poujade, 30660 Gallargues-le-Montueux

**IMPORTANT : En application de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, les candidatures et les offres doivent être transmises uniquement par voie électronique.**

**Aucune candidature ou offre présentée sous format papier ne pourra être acceptée.**

**Date et heure de limite de remise des offres : JEUDI 3 AVRIL 2025 – 12H00**

## **ARTICLE 1 – ACHETEUR PUBLIC**

### **1.1 – NOM ET ADRESSE OFFICIELS DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

**CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX (CMN)**  
Hôtel de Sully – 62 rue Saint-Antoine, 75186 Paris Cedex 04

### **1.2 – TYPE D'ACHETEUR PUBLIC**

Le Centre des Monuments Nationaux est un établissement public à caractère administratif, placé sous la tutelle du MINISTERE DE LA CULTURE.

Le Pouvoir Adjudicateur est représenté par la Présidente du Centre des Monuments Nationaux.

## **ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DU MARCHE**

### **2.1 – OBJET DU MARCHE**

La présente consultation a pour objet les marchés de travaux des lots n°1 à 3, dans le cadre de l'opération de rénovation de la cour d'entrée du logis du gouverneur, accès public aux Tours et remparts d'Aigues-Mortes.

Plus précisément, l'opération consiste en la rénovation et l'adaptation, après quelques années d'usage, des installations extérieures initialement conçues et autorisées pour une durée d'un an.

Cet aménagement menuisé et paysagé, recouvrant en le préservant, le pavement de la cour en calade trop minéral par fortes chaleurs et inadapté à l'accueil des personnes à mobilité réduite, a acquis à l'usage une forte légitimité du fait de sa pertinence fonctionnelle et des qualités d'accueil pour tous publics qu'il propose, mais son plancher en bois de faible durabilité, régulièrement rapiécé, est arrivé en fin de vie ; il est désormais nécessaire d'engager ces travaux afin de pérenniser et d'améliorer cet aménagement, qui restera réversible et conforme aux obligations MH et PMR.

Les travaux sont décrits dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP), propres à chaque lot.

### **2.2 – LIEU D'EXECUTION**

Les travaux s'exécuteront dans la cour d'accès au monument « Tours et remparts d'Aigues-Mortes », au pied de la façade est du Logis du gouverneur, à Aigues-Mortes dans le Gard (30).

### **2.3 – ALLOTISSEMENT ET CONTEXTE DE L'OPERATION**

Les travaux relatifs à l'opération sont répartis en 3 lots isolés comme suit :

<b>LOTS</b>	<b>DESIGNATION DES LOTS</b>
01	Platelage bois, mobilier
02	Plomberie
03	Electricité

Chaque lot ainsi identifié fait l'objet d'un marché indépendant juridiquement, mais lié techniquement à la réalisation des autres marchés.

Conformément à l'article R. 2113-1 du Code de la commande publique, les soumissionnaires peuvent répondre pour tout ou partie des lots.

A chaque lot correspondra un marché distinct conclu soit avec une entreprise individuelle soit avec un groupement d'entreprises.

## **2.4 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION**

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la complète exécution des travaux (levée de l'ensemble des réserves) et la clôture financière et administrative de l'opération.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation, incluse dans le délai global d'exécution, est fixée à 6 semaines, incluant 4 semaines d'approvisionnement pour le lot n°1.

Le délai global d'exécution des travaux tous corps d'état est fixé à 10 semaines, période de préparation incluse, à compter de la date de démarrage de la période de préparation mentionnée dans l'ordre de service notifié au titulaire du lot n°1.

## **2.5 – TYPE DE MARCHE**

Il s'agit de marchés de travaux.

Les Cahiers des Clauses Administratives Particulières (CCAP) se réfèrent au CCAG-Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

## **ARTICLE 3 – DISPOSITIONS DU MARCHE D'ORDRE ECONOMIQUE ET FINANCIER**

### **3.1 – FORME DU MARCHE**

Marché à prix global et forfaitaire pour l'ensemble des lots.

### **3.2 – VARIATION DES PRIX**

Les prix sont **révisables** dans les conditions fixées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du marché.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres.

L'unité monétaire est l'Euro.

### **3.3 – DELAIS DE PAIEMENT**

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne peut excéder trente jours (30) à compter de la date de réception de la demande de paiement.

**Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivé suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.**

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire est prévue (Article D. 2192-35 du Code de la commande publique) pour frais de recouvrement, celle-ci est fixée à 40€.

### **3.4 – MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT**

Le présent marché est financé sur les ressources propres de l'Etablissement.

Le titulaire pourra céder ou nantir les créances résultant du marché.

### **3.5 – AVANCES ET ACOMPTES**

Le titulaire peut bénéficier d'une avance selon les conditions définies à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique.

### **3.6 – DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES**

Les candidats restent engagés par leur offre pendant cent quatre-vingts (180) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres fixée par le présent Règlement de la Consultation.

## **ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION**

### **4.1 – TYPE DE PROCEDURE**

La consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles R.2123-1, 1°, R.2123-4 et R.2123-5 du Code de la commande publique.

### **4.2 – VARIANTES IMPOSEES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR**

Sans objet pour la présente consultation.

### **4.3 – VARIANTES A L'INITIATIVE DU CANDIDAT**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **4.4 – MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire dans le cadre de la présente mise en concurrence.

Lorsqu'un tel marché est passé par le pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

### **4.5 – FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE**

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou en groupement.

Les candidats sont informés que le groupement éventuel, s'il n'est pas solidaire, devra adopter la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire en cas l'attribution du marché conformément à l'article R. 2142-22 du Code de la commande publique.

### **4.6 – CODES CPV**

Lot 1 : 45421000-4 Travaux de menuiserie

Lot 2 : 45330000-9 Travaux de plomberie

Lot 3 : 45311200-2 Travaux d'installations électriques

## **ARTICLE 5 – DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS**

### **5.1 – MODALITES DE RETRAIT DES DOSSIERS**

Le dossier de consultation est à retirer gratuitement par les candidats jusqu'à la date limite de remise des offres par téléchargement **sur la plate-forme dématérialisée PLACE** (Plateforme des achats de l'Etat), **directement via le lien suivant :**

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AdvancedSearch&AllCons&id=2725273&orgAcronyme=f5>

i

## 5.2 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est gratuit et à retirer par les candidats ; il contient les pièces suivantes :

- 1) Le présent **Règlement de la Consultation (RC)** et ses annexes :
  - Annexe 1 : Attestation de visite ;
  - Annexe 2 : Formulaire DC1 ;
  - Annexe 3 : Formulaire DC2 ;
  - Annexe 4 : Formulaire DC4 ;
  - Annexe 5 : Liste des questions posées au futur titulaire du marché dans le cadre de l'égalité professionnelle et diversité professionnelle et présentation du dispositif de signalement et d'écoute et procédure interne au CMN à la suite d'un signalement ;
  - Annexe 6 : Exemple d'habilitation des cotraitants au mandataire.
- 2) Le dossier des pièces administratives et financières comprenant :
  - l'**Acte d'Engagement (AE)** propre à chaque lot et ses annexes :
    - Annexe 1 : Déclaration de sous-traitance ;
    - Annexe 2 : Répartition financière en cas de groupement ;
  - le **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** commun à l'ensemble des lots et son annexe relative au service d'échange électronique de gestion financière des travaux (EDIFLEX) ;
  - les cadres de **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** propres à chaque lot ;
  - le **calendrier prévisionnel d'exécution des travaux**.
- 3) Le dossier des pièces techniques comprenant :
  - les **Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**, propres à chaque lot ;
  - les **pièces graphiques** ;
  - le **Plan Général de Coordination relatif à la Sécurité et la Protection de la Santé (PGCSPS)** ;
  - le **Rapport Initial du Contrôleur Technique (RICT)** ;
  - le **Rapport de Repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante (RMPCA)** ;
  - le **Rapport de Repérage des Matériaux et Produits Contenant du Plomb (RMPCP)**.

## 5.3 – MODIFICATIONS APORTEES AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Centre des Monuments Nationaux se réserve le droit d'apporter, en les portant à la connaissance des candidats au plus tard **trois (3) jours calendaires** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au présent dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier ainsi modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Le délai ci-dessus fixé sera décompté à partir de la date à laquelle les candidats auront reçu les modifications.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5.4 – COMPLEMENTS A APPORTER AU DOSSIER DE CONSULTATION

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au dossier de consultation.

## **ARTICLE 6 – DOSSIERS REMIS PAR LES CANDIDATS – CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION**

### **6.1 – MODALITES DE PRESENTATION DES DOSSIERS**

#### **Comment transmettre l'offre?**

Sous format électronique **uniquement et directement** sur la plateforme des achats de l'Etat ; le dépôt est gratuit, les offres peuvent être modifiées jusqu'à la clôture de la consultation.

Les documents n'ont pas à être signés électroniquement ; seul l'attributaire signera les documents du marché. A noter que le candidat est engagé sur son offre.

L'offre doit être transmise sous format électronique directement sur la plateforme des achats de l'Etat via le lien suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AdvancedSearch&AllCons&id=2725273&orgAcronyme=f5>

#### **Nota relatif à la signature de l'offre**

Afin de raccourcir les délais de signature, il est attendu de l'attributaire qu'il dispose d'une signature électronique.

Le CMN est engagé dans la dématérialisation complète de ses procédures. Il appartient pour tout candidat qui participe à une consultation du CMN, dans le cadre d'une éventuelle attribution, de disposer d'un certificat de signature électronique conforme au règlement eIDAS et de niveau 3 ou 4.

S'il ne dispose pas déjà de cet outil lors du dépôt de son pli, le candidat est invité à prendre des mesures nécessaires pour acquérir un certificat électronique au plus tard au moment de la signature du contrat pour permettre sa signature électronique.

Ces certificats s'acquièrent auprès d'une autorité de certification. Les candidats peuvent faire appel au prestataire de certification de leur choix. Toutefois, le certificat de signature doit être de type XAdES, CAdES ou PAdES.

La signature électronique doit être détenue par une personne habilitée à engager la société qui est :

- Soit le représentant légal du candidat ;
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

***Les soumissionnaires qui souhaitent signer leur offre avant le dépôt de celle-ci sur la plateforme <http://www.marches-publics.gouv.fr> sont encouragés à signer électroniquement l'acte d'engagement, directement dans un document .pdf (au moyen de la fonction « Remplir et Signer » d'un logiciel de traitement des documents .PDF).***

L'acte d'engagement est la pièce par laquelle le candidat s'engage sur son offre. Cette pièce doit donc **impérativement être signée séparément de manière valide**.

**Le candidat veillera à ne pas utiliser de logiciel d'archivage / compression de données** (ex : winzip, winrar, etc...). En effet, la remise de fichiers non signés individuellement, archivés ou compressés dans un dossier au format .zip ou .rar qui serait quant à lui signé électroniquement, rendrait l'offre irrecevable.

**Une signature manuscrite scannée** n'a pas d'autre valeur que celle d'une **copie** et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Les candidats sont invités à prendre en compte les éventuels délais résultant notamment de leur débit de connexion internet ou de la taille des pièces transmises sur la PLACE.

Seul l'horodatage de réception de l'offre par la PLACE fait foi (et non la date et heure d'envoi par le candidat du fichier contenant son offre sur la plateforme).

Toute offre arrivée hors délai selon l'horodatage de réception de la PLACE sera écartée et non analysée par le pouvoir adjudicateur.

## **6.2 – CONTENU DES PLIS**

### **6.2.1. Contenu de la candidature**

Sur la base des pièces produites par les candidats à l'appui de leurs candidatures, ces dernières seront examinées au regard de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Conformément à l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) qui remplace les documents de candidature (formulaires DC1, DC2).

**Le formulaire DUME est à compléter en ligne sur la PLACE avant de joindre son offre.**

**Le candidat présentant un DUME vérifiera toutefois que l'ensemble des informations listées ci-dessous (notamment les qualifications le cas échéant) est bien présent dans son document unique.**

### **OU**

La candidature doit contenir les pièces suivantes :

**1. Formulaire DC1 « Lettre de candidature », intégralement complété ;**

**2. Formulaire DC2 « déclaration du candidat », intégralement complété (dans sa rubrique E le cas échéant) et accompagné des annexes suivantes :**

- a) Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance de son personnel, notamment son personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- b) Déclaration indiquant l'outillage, le matériel, l'équipement technique dont le prestataire dispose ;
- c) Dossier de références : dossier A4 présentant, à raison d'une référence par page, des travaux similaires réalisées au cours des 5 dernières années, conduites à bonne fin ou en cours d'exécution par l'entreprise candidate. Pour chaque référence, faire figurer l'étendue des travaux, le montant de marché, la période d'exécution, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.
- d) Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

**3. Qualifications Particulières demandées pour l'opération :**

Lot 1 – Platelage bois, mobilier : Qualibat 2312 ou 2371

Lot 2 – Plomberie : Qualibat 5111, ou 1351 (Espaces verts) et 1361 (Système d'arrosage)

Lot 3 – Electricité : Certificat de qualification Qualifelec

Toutefois, en l'absence de certificat, le candidat pourra apporter la preuve de sa capacité par tous moyens, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références en travaux, attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

L'arrêté du 22 mars 2019 fixe la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

#### **4. La justification des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat ou les membres du groupement.**

Les formulaires DC1 et 2 à jour au 1er avril 2019 peuvent être téléchargés à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ils sont également mis à disposition dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

##### **En cas de groupement :**

Le candidat joindra pour chaque membre du groupement l'**intégralité des pièces et justificatifs** susmentionnés (hormis la lettre de candidature - Formulaire DC1 - qui est complétée par tous les membres du groupement sur le même document).

Pour justifier des capacités professionnelles et techniques d'autres opérateurs économiques, le candidat membre du groupement devra produire les mêmes documents concernant l'opérateur que ceux exigés des candidats. Le candidat membre du groupement produira, conformément à l'article R. 2143-12 du Code de la commande publique, la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

##### **En cas de sous-traitance :**

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants, le candidat produit les mêmes documents concernant le sous-traitant que ceux exigés des candidats par le pouvoir adjudicateur (Formulaire DC 2 et autres documents sus mentionnés).

Par ailleurs, il adresse une déclaration spéciale (modèle type DC4 et accessible à l'adresse suivante) : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit soit le contrat de sous-traitance, soit un engagement écrit du ou des sous-traitants.

#### **6.2.2. Contenu de l'offre**

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces énumérées ci-après **complétées**.

Le dossier « offre » devra contenir les documents suivants :

1 – L'**Acte d'engagement** (AE) complété de ses éventuelles annexes ;

**Pour les groupements d'entreprises**, l'acte d'engagement sera complété soit par l'ensemble des cotraitants soit par le seul mandataire (en fonction de l'habilitation précisée dans le formulaire DC1 ou tout autre document d'habilitation).

**En cas de sous-traitance déclarée** au moment de la candidature l'acte d'engagement sera accompagné éventuellement par la demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement (annexe n°1 de l'acte d'engagement – formulaire type DC4 dûment complété et signé) ;

2 – La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** (DPGF) cadre ci-joint, à compléter sans supprimer, ajouter ou modifier l'intitulé des postes (à l'exception des quantités qui sont données à titre indicatif) ;

**Nota** : Le montant de l'offre à faire figurer à l'acte d'engagement correspondra à la somme algébrique des montants portés dans la DPGF.

3 – Le **mémoire technique justificatif de la teneur de l'offre**

Le candidat renseignera impérativement toutes les rubriques attendues et listées à l'article 7.1.1. du présent RC. Le mémoire respectera le chapitrage, il sera paginé et fera 5 pages A4 maximum.

4 – L'**attestation de visite** (cf. article 10 du présent RC) datée, signée et avec cachet de l'entreprise.



## **ARTICLE 7 – EXAMEN DES CANDIDATURES**

Sur la base des pièces produites par les candidats à l'appui de leurs candidatures, ces dernières seront examinées au regard de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## **ARTICLE 8 – EXAMEN DES OFFRES ET CRITERES PONDERES DE JUGEMENT DES OFFRES**

L'acheteur vérifie que les offres qui n'ont pas été éliminées en application de l'article R. 2151-5 du Code de la commande publique sont régulières, acceptables et appropriées.

### **8.1 – CRITERES D'ATTRIBUTION ET DE JUGEMENT DES OFFRES**

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

Critères		Pondération
1	Valeur technique de l'offre	50 points
2	Valeur environnementale de l'offre	10 points
2	Prix des travaux	40 points

**Pour le critère « valeur technique de l'offre », une note inférieure à 15/50 est éliminatoire. Les offres recueillant une telle note seront écartées d'office sans analyse du critère « valeur environnementale de l'offre » ni du critère « prix des travaux ».**

#### 8.1.1. Critère « Valeur technique de l'offre » (note sur 50 points)

Le critère « Valeur technique de l'offre » est décomposé selon les sous-critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

##### 8.1.1.1. Sous-critères de la valeur technique de l'offre, spécifiques au lot 1

1.1 - Sous-Critères « Valeur technique de l'offre » - 50 pts		Pondération
1.1.1	Préparation, organisation du chantier et installations de chantier.	15 points
1.1.2	Moyens humains : effectif affecté au chantier : noms, qualifications et expériences des intervenants, organisation de l'équipe.	10 points
1.1.3	Méthodologie envisagée pour l'exécution des principaux ouvrages et moyens techniques.	15 points
1.1.4	Dispositions prévues pour mener le chantier en site occupé et notamment pour assurer la sécurité des personnels durant les travaux, la limitation des nuisances, l'hygiène et la sécurité du chantier.	10 points

##### 8.1.1.2. Sous-critères de la valeur technique de l'offre, communs aux lots 2 et 3

1.2 - Sous-Critères « Valeur technique de l'offre » - 50 pts		Pondération
1.2.1	Moyens humains : effectif affecté au chantier : noms, qualifications et expériences des intervenants, organisation de l'équipe.	15 points
1.2.2	Méthodologie envisagée pour l'exécution des principaux ouvrages et moyens techniques.	20 points

1.2.3	Dispositions prévues pour mener le chantier en site occupé et notamment pour assurer la sécurité des personnels durant les travaux, la limitation des nuisances, l'hygiène et la sécurité du chantier.	15 points
-------	--	-----------

#### 8.1.2. Critère « valeur environnementale de l'offre » (note sur 10 points)

La note sur la valeur environnementale de l'offre sera appréciée au regard de la description des mesures prises par le soumissionnaire pour limiter **l'impact de ses prestations** sur l'environnement. Le soumissionnaire sera jugé sur la pertinence des démarches envisagées (gestion des déchets, réemploi, etc.) ainsi que sur la qualité écoresponsable des produits et matériaux utilisés.

#### 8.1.3. Critère « Prix des travaux » (note sur 40 points)

La note maximale (40 points), pour le critère « prix des travaux » de l'ensemble de l'offre, sera attribuée à la meilleure offre c'est-à-dire à l'offre de prix la plus basse parmi les offres non-éliminées sur le critère « Valeur technique de l'offre ».

Les autres offres seront notées proportionnellement à cette meilleure note selon la formule suivante :

$$N_x = \frac{P_{\min}^{(*)} \times 40}{P_x}$$

Où  $N_x$  est la note obtenue par l'offre X  
 $P_{\min}$  est le Prix TTC de l'offre la plus basse  
 $P_x$  est le Prix TTC de l'offre X

(\*) *Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse.*

## **8.2 – NEGOCIATION**

**Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.**

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes.

Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

**Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.**

## **ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS SUR LA DEMATERIALISATION**

La présente consultation est passée en application des articles R. 2132-1 à R. 2132-14 du Code de la commande publique.

A ce titre, la plateforme des achats de l'Etat, <https://www.marches-publics.gouv.fr> mise à disposition par le Centre des monuments nationaux est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la présente consultation.

Par l'intermédiaire de cette plateforme, les soumissionnaires ont notamment la possibilité, pendant la consultation et lors de l'analyse des offres :

- De retirer le dossier de consultation (DCE) dans son intégralité ;
- De poser des questions relatives à son contenu ;
- De télécharger les demandes de précisions, les échanges avec le pouvoir adjudicateur (lettre de rejet, notification...), les réponses aux questions posées, ainsi que les modifications apportées au dossier de consultation ;
- D'envoyer leur offre et les éventuels compléments demandés par voie électronique.

Un guide d'utilisation est également disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin de faciliter le maniement de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site.

**L'assistance de la PLACE peut être contactées sur son site Internet : FAQ – Crée une demande ([marches-publics.gouv.fr](https://marches-publics.gouv.fr)).**

**L'attention des candidats est attirée sur l'importance de leur authentification et des informations transmises (courriel donné) lors du dépôt de l'offre sur la PLACE qui serviront pour les futurs échanges avec le pouvoir adjudicateur, le cas échéant.**

### **• FORMAT DES FICHIERS :**

Afin d'éviter des blocages liés aux logiciels, le format PDF est souhaité.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe",
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".

Les fichiers de type DPGF à renseigner par le candidat devront en revanche conserver le format Excel.

### **• ANTI-VIRUS :**

Les candidats s'assurent avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. En effet, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Au moment de la commission d'ouverture des plis, la personne publique utilisera un antivirus. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu, le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

### **• COPIE DE SAUVEGARDE :**

Suivant les dispositions de l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature et leur offre par voie électronique peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents avec mention complémentaire « COPIE DE SAUVEGARDE ».

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir avant la date limite de remise des offres. Cette copie est transmise sous pli scellé à l'adresse figurant en page de garde du présent règlement de consultation et comporte les mentions obligatoires suivantes :

- « Copie de sauvegarde »,
- N° de la mise en concurrence,
- Nom ou dénomination du candidat.

Conformément à l'arrêté mentionné à l'article précité, la copie de sauvegarde pourra être ouverte :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant (virus) est détecté dans les documents relatifs à la candidature ou relatifs à l'offre transmis par voie électronique ;  
ou
- Lorsque les documents relatifs à la candidature ou relatifs à l'offre ont été transmis et ne sont pas parvenus dans le délai prescrit pour le dépôt (cf. article « date et heure limites de dépôt » ci-dessous) ou n'ont pu être ouverts.

• **DELAIS DE TRANSMISSION DES OFFRES PAR VOIE ELECTRONIQUE :**

La transmission des offres par voie électronique doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique avant la date limite indiquée en page de garde du présent Règlement de Consultation.

**ATTENTION :** L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de prévoir un délai d'acheminement (transfert finalisé pour l'ensemble des fichiers sur la plateforme, ainsi que pour leur authentification par signature électronique) suffisant, de manière à anticiper les aléas techniques et/ou le temps de téléchargement suffisant de l'ensemble des pièces constitutives des candidatures et offres. C'est en effet l'heure exacte de réception de l'offre électronique par l'acheteur qui fait foi.

## **ARTICLE 10 – ATTRIBUTION PROVISoire**

L'arrêté « Dites-le nous une fois » du 29 mars 2017 fixe la liste des certificats que les entreprises ne sont plus tenues de produire à l'appui de leur candidature aux marchés publics passés par l'Etat et ses établissements publics. Ainsi, le Centre des monuments nationaux, qui utilise le profil d'acheteur PLACE, peut ne plus demander les documents justificatifs pour l'attribution des marchés publics qui sont mis à disposition automatiquement dans la PLACE.

Ainsi, les soumissionnaires peuvent renseigner leur numéro SIRET lors de leur candidature sur la plateforme la PLACE. Le pouvoir adjudicateur pourra ainsi obtenir les documents visés par l'arrêté du 29 mars 2017 : les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.

En cas de groupement, le numéro SIRET de chacun des membres du groupement pourra être renseigné.

En cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue. Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

**Conformément aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6, R. 2143-6 à R. 2143-16 et R. 2144-2 à R. 2144-7 du Code de la commande publique, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire (s'il ne l'a pas déjà fait dans son offre) :**

- **Le numéro unique d'identification ou un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois ;**
- **Une attestation d'assurance conforme aux exigences et conditions fixées par le marché ;**
- **Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du Code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222 5 1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale). Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou de son établissement ;**
- **Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ;**

- **Le certificat de l'AGEFIPH attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévu aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du Code du travail** (dans le cas où l'effectif de l'entreprise est inférieur à 20 salariés, une attestation sur l'honneur de l'effectif de la société suffira) ;
- **La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail** (dans le cas où l'entreprise n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette autorisation, une attestation sur l'honneur suffira).

Le candidat désigné comme attributaire sera invité à remettre les documents administratifs directement sur la plateforme « **e-attestations** » afin de respecter les conditions légales et réglementaires d'exécution des marchés publics.

**Le candidat devra remettre le récépissé numérique justifiant du remplissage du questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » sur la plateforme dont le lien sera envoyé au moment de l'attribution provisoire.**

Le marché ne pourra être attribué au titulaire provisoire que lorsque celui-ci aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs ci-avant.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

A défaut de réponse dans le délai imparti, ou en cas de fourniture de documents non-valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

## **ARTICLE 11 – VISITE DES LIEUX**

**La visite du site est obligatoire** (cf. **Attestation de visite** jointe au présent RC).

La visite fera obligatoirement l'objet d'une Attestation dûment complétée et validée par le candidat, son ou ses représentant(s), ou par toutes les entités du groupement, leur(s) représentant(s), puis par l'agent du Monument présent lors de la visite.

En effet, aucune réserve pour méconnaissance des lieux ou des équipements ne sera acceptée. Les candidats devront prendre connaissance du lieu d'exécution des travaux et de l'état visuel des ouvrages objets du présent marché.

Pour prendre rendez-vous, les candidats doivent s'adresser **par courriels exclusivement** à :

➤ [marie-laure.fromont@monuments-nationaux.fr](mailto:marie-laure.fromont@monuments-nationaux.fr)

Copie à

➤ [bruno.agaisse@monuments-nationaux.fr](mailto:bruno.agaisse@monuments-nationaux.fr)

Les candidats seront alors informés de la date de visite du site et des bâtiments.

## **ARTICLE 12 – DIVERSITE ET EGALITE**

Le Centre des Monuments Nationaux, est détenteur depuis 2022 des labels « Egalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR.

Le CMN s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et les violences et harcèlements sexistes et sexuels, ainsi que pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et ce notamment dans ses procédures de gestion des ressources humaines :

- Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH ;
- Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le CMN s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le CMN souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

### **12.1 – QUESTIONNAIRE « EGALITE PROFESSIONNELLE ET DIVERSITE PROFESSIONNELLE »**

Compte tenu de ces orientations, il est demandé à l'attributaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Egalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le CMN. Ce questionnaire n'est exigé que du seul attributaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché. La liste des questions qui lui seront posées est jointe pour information en annexe du présent règlement de la consultation.

L'attributaire transmet obligatoirement le récépissé numérique délivré par l'application au représentant du pouvoir adjudicateur avant toute notification du marché. Les informations renseignées dans ce questionnaire n'ont aucune incidence sur l'analyse des candidatures ni sur l'évaluation et la sélection des offres reçues.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le futur titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande, dans les conditions fixées dans l'AE-CCP.

### **12.2 – DISPOSITIF DE SIGNALEMENT ET D'ECOUTE MIS EN PLACE PAR LE CMN**

Un dispositif de signalement et d'écoute permettant de recueillir et de traiter les signalements de discriminations, de harcèlement moral, d'inégalités professionnelles, de violences sexuelles et sexistes et d'agissements sexistes est mis en place par le CMN.

Il est attendu du titulaire qu'il informe l'ensemble de son personnel de l'existence de ce dispositif, et de leur possibilité d'émettre des signalements dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché. La présentation de ce dispositif et de la procédure interne mise en place en cas de signalement sont annexées au présent règlement de la consultation.

## **ARTICLE 13 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratifs et techniques qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard, **6 jours calendaires avant la date et l'heure limites de remise des offres**, une demande sur la plateforme des achats de l'Etat : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

La réponse apportée par le pouvoir adjudicateur sera portée à la connaissance de l'ensemble des candidats ayant retiré le dossier de consultation sur la plateforme des achats de l'Etat (la PLACE) et sera transmise par cette plateforme dématérialisée (la PLACE).

L'attention des candidats est donc attirée sur l'importance de leur authentification et des informations transmises (courriel donné) lors du téléchargement du DCE sur la PLACE qui dispose que :

**Attention : Les informations que vous allez saisir sont importantes.** Elles vous permettront tout au long de la procédure de recevoir les informations relatives à la procédure : modifications de dates, rectificatifs/compléments au Dossier de Consultation des Entreprises, etc.

La réponse apportée par le service sera portée à la connaissance de l'ensemble des candidats ayant retiré un dossier.

Les candidats peuvent se procurer les CCAG et CCTG cités dans le marché auprès de la direction des journaux officiels, les formulaires et les imprimés sont disponibles auprès du site Internet du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique et de l'Industrie : <https://www.economie.gouv.fr/>

## **ARTICLE 12 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Paris :

- Le recours prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché ;
- Le recours prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, pouvant être intenté dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du même code ;
- Un recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre.

**ANNEXE 1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**ATTESTATION DE VISITE DU SITE**

---

**MONUMENT : TOURS ET REMPARTS D'AIGUES-MORTES**

**OPERATION : RENOVATION DE LA COUR D'ENTREE DU LOGIS DU GOUVERNEUR**

**OBJET DU MARCHE : Lot n°**

**NOM DU CANDIDAT :**

**DATE DE LA VISITE :**

**LE CANDIDAT**

(Signature et cachet de l'entreprise)

**LE REPRESENTANT DU CMN**

(Signature)

